

Sidérurgie Nicolas Sarkozy devait recevoir le patron du groupe, Lakshmi Mittal, lundi 28 janvier à l'Élysée

Colère en Moselle, où Mittal annonce la suppression de 595 emplois

GANDRANGE (Moselle)

ENVOYÉ SPÉCIAL

Une pile de tracts sous le bras, Yves Wagner s'est installé au « portier Ouest », l'une des entrées de l'aciérie de Gandrange (Moselle). Dans quelques minutes, il sera 14 heures. Changement d'équipes. Le syndicaliste observe le va-et-vient des salariés qui pénètrent dans l'entreprise ou qui s'en éloignent au volant de leur voiture. Au passage, il leur remet une « déclaration de la CFDT » : « Gandrange a un avenir ! »

Gigantesque vaisseau noirci par la poussière, l'usine se déploie sur 300 hectares, en crachant de la fumée dans un bourdonnement lancinant. Elle est l'un des derniers fleurons du complexe sidérurgique de la vallée de l'Orne. M. Wagner y a été embauché en 1969 : « Elle venait de se construire à l'époque », précise-t-il. Il l'a quittée trente-huit ans plus tard, au moment de sa retraite.

Dans l'intervalle, l'usine a changé plusieurs fois de nom avant d'être vendue en 1999 par Usinor à l'indien Ispat et de basculer ensuite dans le giron du groupe Mittal Steel, devenu depuis ArcelorMittal. Au fil des restructurations, ses effectifs ont été ramenés à 1 000 personnes. Aujourd'hui, une nouvelle saignée se prépare : le 16 janvier, la direction a annoncé la suppression de 595 emplois à Gandrange d'ici à 2009.

La nouvelle a provoqué un séisme dans la région. Les salariés, les élus de toute obédience ont exprimé leur colère ou leur étonnement. L'archevêque de Metz, Mgr Pierre Raffin, a aussi diffusé un communiqué pour témoigner de sa « sollicitude pastorale ». Le 24 janvier, 700 personnes se sont rassemblées devant le siège d'ArcelorMittal, au Luxembourg, pour protester.

Dans un premier temps, le gouvernement s'est contenté de réclamer « un plan de revitalisation locale à la hauteur des enjeux », sans remettre en cause la décision du géant de l'acier. Puis le discours a changé : « Nous ne nous résignons pas à cette situation », a déclaré, le 25 janvier, le premier ministre, François Fillon. Le même jour, lors de son déplacement en Inde, Nicolas Sarkozy a interpellé le patron du groupe, Lakshmi Mittal. Les deux hommes devaient se rencontrer, lundi 28 janvier, à l'Élysée pour évoquer le devenir de Gandrange.

Incompréhension

Le président de la République a sans doute voulu montrer qu'il avait pris la mesure du choc ressenti en Lorraine. Là-bas, personne n'avait anticipé ce nouveau coup dur. Depuis le début des années 2000, quelque 300 personnes avaient été embauchées à Gandrange pour compenser les départs à la retraite. Les salariés et les élus en avaient conclu que l'entreprise cherchait à maintenir sa force de travail.

Deuxième motif d'incompréhension : pourquoi réduire la voilure alors que le marché est euphorique ? En 2007, la production mondiale d'acier a atteint un niveau sans précédent, selon l'International Iron and Steel Institute (IISI) : 1 343 millions de tonnes, contre environ

800 en 1998. Enfin, les compressions d'effectifs passent mal compte tenu des bénéfices réalisés par le groupe et des dividendes versés aux actionnaires.

Mais la direction du groupe a d'autres arguments à faire valoir. Après deux exercices bénéficiaires, en 2004 et en 2005, l'usine de Gandrange est repassée dans le rouge. En 2007, le déficit aurait atteint 36 millions d'euros. Deux facteurs ont joué, explique Daniel Soury-Lavergne, directeur général d'ArcelorMittal en France : « Le prix très élevé de la ferraille », que l'entreprise emploie pour fabriquer des « produits longs » – destinés principalement à l'automobile – et les piètres performances du four électrique. Pour remettre l'usine à flot, le groupe a décidé de ne conserver que le laminoir à couronnes et à barres (LCB). Le four et le train à billettes (TAB) cesseront leur activité. Une partie des salariés touchés par les suppressions de postes

devraient bénéficier de « mesures d'âge » s'ils sont proches de la retraite. Les autres seront reclassés dans l'une des usines ArcelorMittal, à Florange (Moselle) ou au Luxembourg.

Un tel scénario équivaut « à condamner le site dans sa totalité », selon Jacky Mascelli, de la CGT. « Un laminoir sans train à billettes, ce n'est pas viable », commente-t-il. Les coûts de production risquent d'augmenter, ce qui amènera, tôt ou tard, la direction à prendre de nouvelles mesures d'économie – synonymes, cette fois-ci, de fermeture de Gandrange. Directeur de l'entreprise de 2002 à 2005, Alain Grenaut pense que la décision d'ArcelorMittal constitue « un gâchis » car le TAB et le LCB « sont de très bons outils ».

Le comité d'entreprise a demandé au cabinet d'experts Syndex d'étudier des alternatives au plan de la direction. Ces contrepropositions « seront examinées attentivement », promet M. Soury-Lavergne.

En attendant, les salariés oscillent entre volonté de se battre et inquiétude. Cédric Lauer, 32 ans, travaille au train à billettes. Son poste va disparaître si le projet de la direction est appliqué. « Est-ce que tout le monde va retrouver un boulot ? Je n'en suis pas sûr, s'agissant des intérimaires et des sous-traitants. » Le député (PS) Michel Liebgott, lui, a l'impression de « replonger » dans la période noire des années 1970 et 1980, lorsque les emplois étaient supprimés par milliers en Lorraine. « Cette affaire soulève une question : quel est l'avenir de la sidérurgie et, plus généralement, de l'industrie dans la région ? », s'interroge-t-il.

Quand il était enfant, M. Wagner avait l'habitude de contempler les hauts fourneaux depuis l'appartement de sa grand-mère, à Clouange : « Je pensais que cela avait toujours existé et que ça ne pouvait pas disparaître. Cette idée ne m'a pas quitté. » ■

BERTRAND BISSUEL

CHIFFRES

Effectifs. Le groupe ArcelorMittal emploie environ 320 000 personnes, dans une soixantaine de pays.

Résultats. En 2006, le leader mondial de la sidérurgie a dégagé un résultat net pro forma de 6,349 milliards d'euros, en baisse de 4,4 % par rapport à 2005. Le directeur général du groupe, Lakshmi Mittal, et sa famille devraient toucher environ 637 millions d'euros de dividendes en 2008, d'après des chiffres communiqués le 21 janvier.

Sidérurgie française. Ses effectifs sont passés de 157 000 personnes en 1974 à environ 31 500 en 2005, selon la Fédération française de l'acier.

Gandrange : « La vitrine sociale du grand patron indien est brisée »

GANDRANGE (Moselle)

ENVOYÉ SPÉCIAL

Du statut de sauveur, Lakshmi Mittal risque de passer à celui de fossoyeur aux yeux des salariés de l'usine de Gandrange (Moselle). L'annonce des 595 suppressions d'emplois dans l'aciérie mosellane a, en effet, écorné l'image du patron d'ArcelorMittal.

En 1999, le groupe Ispat International, propriété de l'industriel indien, avait racheté ce site à Usinor, qui souhaitait s'en débarrasser pour pouvoir se recentrer sur la production d'aciers plats, jugée plus porteuse que celle des

aciers longs. Soucieux de rendre sa filiale compétitive, Ispat a comprimé les effectifs, mais avec doigté. Quelque 210 salariés ont été mutés dans une autre société, Hommes et entreprises.

Par la suite, le groupe a développé une politique sociale qui a séduit les syndicats. En janvier 2006, un responsable de la CGT, Gérard Loparelli, disait beaucoup de bien de l'entreprise dans le quotidien *Les Echos* : dialogue social « *novateur et permanent* », recrutements assortis de hausses salariales pour les jeunes, investissements sur le laminoir, etc.

« *Nos acquis sociaux ont été préservés et*

même améliorés », reconnaît pour sa part Franco Paddeu, de la CFDT. « *Lakshmi Mittal s'est servi de Gandrange pour en faire sa vitrine sociale* », résume Patrick Auzanneau, représentant national CFDT chez ArcelorMittal.

Aujourd'hui, de nombreux salariés ont l'impression d'avoir été utilisés comme caution, le temps que M. Mittal parachève sa prise de contrôle d'Arcelor, en 2006. « *La vitrine sociale est brisée* », commente M. Auzanneau. Ce changement de cap est d'autant plus mal vécu que, pour les syndicats, les difficultés de l'aciérie de Gandrange sont en grande

partie imputables à des erreurs du management : formation déficiente des nouveaux entrants qui a causé de nombreux dysfonctionnements, hausse de la facture d'électricité provoquée par le changement de fournisseur d'énergie...

Pourtant, M. Auzanneau se refuse à « *diaboliser* » les responsables du groupe, compte tenu des investissements importants que la direction vient d'annoncer pour son usine de Florange. Situé à une dizaine de kilomètres de Gandrange, cet établissement doit embaucher 218 personnes en 2008 et 2009. ■

B. BI.



Le 24 janvier, 700 ouvriers de l'usine mosellane de Gandrange se sont rendus au Luxembourg, devant le siège d'ArcelorMittal, pour manifester leur opposition au projet de restructuration du site du leader mondial de la sidérurgie. BRAM GOOTS/PICTURETANK POUR « LE MONDE »

900 en 1998. Enfin, les compressions devraient bénéficier de « mesures d'accompagnement ». En attendant, les salariés accueillent